Réforme en Espagne ?

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1070>

DOI : 10.4000/bhce.1070

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 315-316

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Réforme en Espagne ? », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1070>

Ce document a été généré automatiquement le 14 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Réforme en Espagne ?

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Réforme en Espagne ? », revue *Esprit*, n° 356, janvier 1967, p. 148-150.

- 1 Vers le milieu du mois de novembre, une nouvelle de Madrid s'est vite répandue : le gouvernement espagnol allait passer définitivement l'éponge sur les tristes séquelles de la Guerre civile. Tous les citoyens seraient enfin des citoyens à part entière.
- 2 Cet optimisme ne devait pas tarder à s'évanouir ; la nouvelle, lancée à grand fracas publicitaire ne correspondait nullement à la portée bien modeste du décret publié à Madrid. Il s'agit simplement d'un non-lieu qui clôt les procédures qui traînaient, faute d'exécution, depuis vingt ans. Il convient d'ailleurs de rappeler que les peines de privation de liberté (ou même de la vie) pour des faits de la guerre ont toujours été prononcées sur la base du Code de Justice militaire. Enfin, ce qui est plus important : d'après les principes généraux du droit reconnus par la législation espagnole, ces délits sont prescrits vingt ans après. En somme, on ne peut pas tellement parler de répression pour des faits de la Guerre civile, mais d'un état d'esprit consistant à diviser les Espagnols en « bons » et « méchants », qui ne correspond plus au développement matériel et spirituel de la société espagnole.
- 3 Ce nouveau « pardon » (le législateur espagnol répugne au mot « amnistie » qui évoque les temps du libéralisme) n'était qu'une pièce d'une autre opération beaucoup plus vaste. En effet, deux jours plus tard, on annonçait que le chef de l'état présenterait lui-même aux Cortès un projet de loi organique de l'état, visant à compléter la structure institutionnelle de l'état espagnol.
- 4 La Phalange n'est plus le groupe politique, la sorte de parti unique qu'elle était depuis la loi dite d'unification de 1937. Elle est remplacée par le Mouvement, dont la structure n'est pas encore définie, mais qui s'intègre dans l'état par le Conseil national, sorte de Sénat consultatif chargé en particulier de veiller sur les principes du Mouvement

définis par la loi de 1958. Or, ces « principes » étant la clef de voûte idéologique du régime, il est intéressant de relever que leur article VIII déclare illégale n'importe quelle organisation politique qui s'écartere de la voie de la « démocratie organique », celle qui s'exerce à travers « la famille, la commune et le syndicat » ou d'autres organismes éventuellement reconnus par les lois. C'est dire que le « pluralisme » dont on parle en Espagne serait un pluralisme sans partis politiques, un pluralisme « à l'intérieur » d'un Mouvement contrôlé par le Pouvoir.

- 5 On en vient ensuite aux organismes exécutifs et législatifs. Il y aura un chef de gouvernement, dont les fonctions seront nettement différentes de celles du chef de l'état. Mais il sera choisi par ce dernier, pour une période de cinq ans sur une liste de trois noms présentée par le Conseil du Royaume ; il ne sera pas responsable devant les Cortès.
- 6 Les Cortès compteront 100 députés ou *procuradores* élus directement par tous les « chefs de famille » et par les femmes mariées ; ces élus ne seront pourtant que 20 % de l'ensemble des *procuradores*. Le Conseil du Royaume comprendra un plus grand nombre de membres désignés par les Cortès.
- 7 Rien de cela, on le voit, ne permet de qualifier de démocratiques ni de représentatifs les changements intervenus. Un mécanisme légal très complexe, qui restera sans doute presque inconnu pour l'homme de la rue, permet à une minorité de rester au pouvoir, sans que le peuple trouve les voies légales pour exprimer, le cas échéant, sa volonté de changement, ni pour contrôler les organismes du Pouvoir. On a l'impression qu'on prépare le passage d'un pouvoir personnel d'origine charismatique au pouvoir institutionnalisé d'une oligarchie (qui tâche pourtant de se servir des valeurs démocratiques pour renforcer son autorité).
- 8 Il y a un changement important : la disparition du syndicat vertical et du contrôle politique de la Phalange sur les syndicats. Ceux-ci, définis comme des « corporations de droit public », comprendraient (si l'on peut interpréter ainsi le texte légal) des associations de patrons, de techniciens et d'ouvriers. Tout porte à croire que l'on essaiera une opération semblable à celle des « associations professionnelles d'étudiants » pour enrayer le développement des syndicats vraiment libres, comme l'ont déjà signalé les leaders des commissions ouvrières madrilènes, MM. Camacho et Hernando.
- 9 Enfin, il y a un progrès incontestable : la modification de l'article 6 du « Fuero des Espagnols », c'est-à-dire la reconnaissance de la liberté religieuse. Elle s'est fait beaucoup attendre : un état qui se déclare catholique ne pouvait ignorer plus longtemps le Concile. Dans l'ensemble, la réforme ne vise donc pas à un changement, mais tient compte de l'évolution des choses pour apporter les modifications nécessaires au système en vue de le renforcer et de lui permettre de survivre au titulaire suprême du pouvoir. Gil Robles, ancien ministre et personnalité bien connue de la démocratie chrétienne modérée, a défini la portée de cette loi « En dépit des timides progrès démocratiques que réalise la réforme, la source du pouvoir, la faculté de décision ne seront pas entre les mains des citoyens, mais dans celles d'une minorité qui se désigne elle-même. »
- 10 D'autre part, la manière de convoquer le référendum pour l'approbation de la réforme, le déchaînement d'une propagande officielle outrancière, ne nous autorisent pas à parler d'un esprit nouveau. On a commencé par fausser la nature du choix en présentant le vote des Espagnols comme un vote sur la personne du chef de l'état (sans

parler d'« arguments » comme celui qui qualifie de communistes l'ensemble des opposants). Mais ce qui frappe surtout, c'est le refus du droit d'expression à toute opposition, l'emploi massif de la propagande de l'état et des deniers de l'état, pour exercer une contrainte morale sur les citoyens. Les hommes au pouvoir tiennent à la mystification qui identifie la nation au pouvoir politique. Ils sont la proie d'habitudes, de routines, de préjugés vieux d'une trentaine d'années. Le drame c'est que ces hommes ne sont pas des démocrates, mais qu'ils pensent qu'en 1966 il faut faire semblant d'accepter quelques principes au moins de la démocratie. Leur vieille idée de la légitimité du pouvoir personnel, autoritaire a craqué entièrement, mais leur pouvoir de fait reste et les contradictions dans lesquelles ils se débattent sont trop évidentes pour faire oublier le nihilisme politique qui est au fond de leur attitude.

- 11 PS. La suite des événements n'a fait que confirmer nos impressions : aucun respect pour les règles élémentaires de la démocratie, aucune intention d'intégrer les opposants dans la communauté nationale (ils y sont, bien entendu, malgré le Pouvoir) n'ont marqué cet essai maladroit de présenter au monde une fausse image des Espagnols.
- 12 Éclatant exemple du sérieux de cette consultation : le corps électoral qui, d'après des données officielles, était formé le 13 décembre de 19 622 000 d'Espagnols et Espagnoles s'est accru miraculeusement à l'aube du 15 décembre jusqu'au chiffre de 21 709 172 personnes. Il faudra reprendre sérieusement le sujet de l'Espagne pour ne pas se laisser mystifier par les uns ou par les autres.